

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 13 - 16 février 2001**

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 9 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2001/9-A**  
2 janvier 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROJET DE DÉVELOPPEMENT—CUBA 6258.00

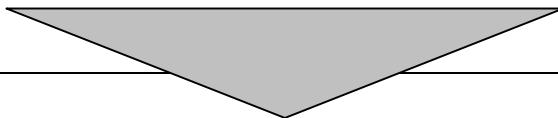
### Aide nutritionnelle aux groupes vulnérables dans les cinq provinces orientales

<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>631 475</b>
Durée du projet	Quatre ans
<b>Coût (dollars E.-U.)<sup>1</sup></b>	
Coût total pour le PAM	22 680 602
Coût des produits alimentaires pour le PAM	14 065 655

<sup>1</sup> Un dollar des Etats-Unis équivaut à un peso cubain.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal, Région Amérique latine et Caraïbes (OLC):      Mme G. Segura      tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Résumé

En raison de la crise économique qui a frappé Cuba au cours de la décennie passée sous l'effet de l'effondrement de ses partenariats commerciaux traditionnels, les disponibilités alimentaires se sont sensiblement réduites. Ce phénomène s'est produit en dépit des efforts massifs fournis par le gouvernement et de mesures économiques qui, jusqu'ici, n'ont pas permis de retrouver les niveaux de disponibilités alimentaires d'avant 1989, et la sécurité alimentaire des groupes de population les plus vulnérables s'en trouve menacée.

Dans certaines régions du pays, ces groupes vulnérables manifestent des carences nutritionnelles graves. Une analyse de la vulnérabilité effectuée en 1999 par l'Institut de la planification physique et le PAM a montré que les cinq provinces orientales de Cuba, à savoir Las Tunas, Holguín, Granma, Santiago de Cuba et Guantánamo, présentent les niveaux les plus élevés de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Cette étude a identifié différents degrés de vulnérabilité à l'échelon municipal. La situation alimentaire dans le pays a été la plus mauvaise en 1993, quand la consommation énergétique moyenne journalière est tombée à 1 865 kilocalories par personne, soit 65 pour cent de la consommation moyenne enregistrée en 1989.

Par ailleurs, une étude récente effectuée par l'Institut de la nutrition et de l'hygiène alimentaire (INHA) et le Ministère de la santé publique dans les cinq provinces orientales de Cuba a montré qu'il existe des carences graves dans la structure de la consommation alimentaire. La ration moyenne dans ces régions contient moins de 75 à 80 pour cent de l'apport minimal recommandé de protéines et moins de 50 pour cent de l'apport minimal recommandé de lipides. Ce déficit lipidique nuit à l'assimilation des vitamines liposolubles.

Les sécheresses récurrentes et les pertes de récoltes qui en sont résultées dans ces provinces ont réduit les disponibilités alimentaires, mettant en péril la sécurité nutritionnelle de la population. En 2000, une sécheresse grave a encore frappé ces provinces.

Un autre des problèmes qui ont été identifiés tient au pourcentage élevé de femmes qui commencent leur grossesse avec un déficit pondéral, la plupart souffrant d'anémie. De même, des femmes enceintes présentent un accroissement pondéral insuffisant pendant la grossesse, ce qui est un facteur déterminant de l'insuffisance pondérale chez les nouveaux-nés.

D'après les enquêtes, environ 40 pour cent des enfants âgés de moins de deux ans souffrent d'anémie ferriprive à des degrés variables. Ce pourcentage élevé est signe de problèmes sérieux de santé publique, en particulier dans les provinces visées.

Depuis 40 ans, le Gouvernement cubain applique un programme national d'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants jusqu'à la neuvième année de scolarité (14 ans). Bien que les enfants qui fréquentent les crèches et les écoles primaires (internes et demi-pensionnaires) reçoivent une alimentation par les soins du gouvernement, il existe des déficits significatifs dans leur consommation de nutriments et de micronutriments.

Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent projet porte sur l'objectif 1 (permettre aux jeunes enfants et aux femmes enceintes et mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes) et sur l'objectif 2 (permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation). Sur quatre ans, le projet visera 631 475 bénéficiaires appartenant à des groupes



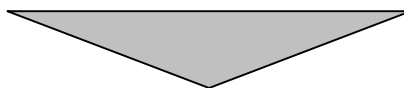
vulnérables dans les zones les plus touchées de la région orientale.

Des aliments enrichis en micronutriments et en vitamines seront distribués. Ces produits seront fabriqués localement à partir de farine de blé, de riz, d'huile végétale et de matières grasses fournies par le PAM. Le gouvernement couvrira les coûts de transformation correspondant à la production des aliments enrichis, à savoir les coûts de combustible et d'électricité, les salaires et les coûts administratifs.

Le projet consistera en une intervention intégrée menée avec les partenaires du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) dans les zones ciblées. Le gouvernement est convenu d'établir un bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement conjointement avec les organismes intervenants des Nations Unies.

Le coût total de ce projet de quatre ans s'élèvera pour le PAM à 22 680 602 dollars, y compris le coût des produits alimentaires soit 14 065 655 dollars.

## Projet de décision



Le Conseil approuve le projet Cuba 6258.00—Aide nutritionnelle aux groupes vulnérables dans les cinq provinces orientales (WFP/EB.1/2001/9-A).



## ANALYSE DES PROBLEMES

1. Les disponibilités alimentaires à Cuba ont sensiblement baissé depuis le début de la dernière décennie en raison de l'effondrement des partenariats commerciaux traditionnels du pays, qui a plongé l'économie dans la crise. Malgré les mesures prises par le gouvernement pour assurer des approvisionnements suffisants aux groupes de population prioritaires, la situation continue d'être source de préoccupations graves, et elle est compliquée par les catastrophes naturelles récurrentes qui ont frappé le pays.
2. La crise économique affecte aussi bien la production que l'importation de denrées alimentaires, et en particulier l'approvisionnement en certains des produits alimentaires distribués à la population générale par le biais du système de rations. Les approvisionnements en matières grasses, en protéines animales (viande) et en produits laitiers (lait) sont les plus touchés parmi les produits de base du régime alimentaire des Cubains.
3. En 1993, la situation des disponibilités alimentaires a été particulièrement mauvaise. La consommation énergétique moyenne journalière a été de 1 865 kilocalories par personne, à savoir pas plus de 65 pour cent de la consommation moyenne enregistrée en 1989.
4. L'analyse de la vulnérabilité effectuée en 1999 par l'Institut de la planification physique, et appuyée par le PAM, a montré que les cinq provinces orientales de Cuba—Las Tunas, Holguín, Granma, Santiago de Cuba et Guantánamo—présentaient les niveaux les plus élevés de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de tout le pays. L'étude a permis d'identifier différents degrés de vulnérabilité au niveau municipal. En outre, les études additionnelles effectuées par l'Institut de l'hygiène alimentaire et de la nutrition (INHA) sur l'état nutritionnel de la population de ces provinces a montré que la consommation alimentaire était insuffisante dans toutes les municipalités.
5. Les sécheresses récurrentes dans ces provinces ont eu pour effet la perte de récoltes. Les disponibilités alimentaires ont été affectées et l'état nutritionnel de la population s'est dégradé. A nouveau en 2000, ces provinces ont été frappées par la sécheresse.
6. Dans ces provinces le niveau de consommation de matières grasses de la population est particulièrement bas, avec moins de 50 pour cent de la ration journalière recommandée de 75 grammes. Cette consommation insuffisante de matières grasses fait obstacle à l'assimilation des vitamines liposolubles. La consommation protéique dans les provinces orientales est elle aussi basse, et varie entre 75 et 88 pour cent de l'apport recommandé (72 grammes). Par ailleurs, la consommation d'hydrates de carbone est relativement élevée, ce qui dénote le déséquilibre du régime alimentaire. Ce phénomène, associé à la faible consommation de fruits et de légumes, provoque des carences en sels minéraux et en vitamines.
7. La politique nationale intégrée de santé publique, élaborée au cours des 40 dernières années, garantit à tous un accès gratuit et universel aux services et aux soins de santé. Une importance particulière est donnée aux programmes concernant les mères et les enfants. Le Ministère de la santé publique considère comme hautement prioritaire la santé des futures mères pendant leur grossesse et la prévention de l'insuffisance pondérale à la naissance.
8. Pourtant, 14 à 24 pour cent des femmes enceintes entament leur grossesse avec une insuffisance pondérale. Trente pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie. L'accroissement pondéral pendant la grossesse est insuffisant pour 15,6 pour cent de femmes. Cet état de santé chez la mère est un facteur déterminant de l'insuffisance pondérale des enfants à la naissance.



9. L'état nutritionnel des femmes enceintes est étroitement surveillé par les médecins de famille et les obstétriciens, et un appui nutritionnel est disponible au niveau des communautés pour répondre à leurs besoins spécifiques. En outre, les femmes enceintes sont périodiquement examinées et toutes reçoivent un complément nutritionnel universel.
10. Pendant la grossesse, le personnel sanitaire, y compris des agents volontaires (*Brigadistas sanitarias*), rend visite à chaque femme enceinte pour l'instruire des bonnes pratiques parentales, de la pratique de l'allaitement maternel, etc.
11. D'après les enquêtes, environ 40 pour cent des enfants âgés de moins de deux ans souffrent d'anémie ferriprive à des degrés variables. La prévalence de cette forme d'anémie est signe de problèmes graves de santé publique, en particulier dans les provinces ciblées. Cette anémie semble être due à la mauvaise qualité et à la quantité insuffisante de fer dans l'alimentation.
12. La consommation alimentaire dans les établissements de santé des provinces orientales, d'après les études effectuées par l'INHA, ne satisfait pas les besoins énergétiques, lipidiques et protéiques. La proportion recommandée, à savoir qu'environ 63 pour cent de l'énergie soient fournis par des hydrates de carbone, 12 pour cent par les protéines et 25 pour cent par les matières grasses, n'est pas respectée. Les provinces de Holguín et de Guantánamo présentent les niveaux les plus bas de disponibilités en matières grasses (15 et 18 pour cent, respectivement). Cette situation doit être corrigée, car des produits comme la viande, l'huile, les légumes et les fruits y sont quasiment absents du régime alimentaire.
13. Cuba a mis en place un programme d'enseignement gratuit, universel et obligatoire pour les enfants jusqu'à la neuvième année de scolarité (14 ans). Il existe trois statuts pour les écoliers du primaire: i) externe (classe toute la journée sans qu'aucun repas soit fourni à l'école); ii) demi-pensionnaire (classe toute la journée, une collation et le déjeuner sont servis à l'école); et iii) interne (classe tous les jours du mois scolaire, tous les repas étant pris à l'école). Les écoles avec internat et demi-pension ont été créées pour les enfants dont les mères travaillent et pour ceux qui vivent dans des zones géographiques reculées.
14. L'apport alimentaire quotidien recommandé par l'INHA pour les écoliers du primaire est de 2 100 kilocalories, dont 63 grammes de protéines et 65 grammes de matières grasses. Pour les crèches l'apport recommandé est de 1 400 kilocalories (42 grammes de protéines et 45 grammes de matières grasses). Malgré les efforts fournis par le gouvernement pour répondre aux recommandations susmentionnées, il subsiste des déficits importants dans la consommation de nutriments et de micronutriments.
15. De même, les résultats d'une étude effectuée auprès des écoles avec internat et demi-pension en 1999/2000 indiquent que, en regard des normes alimentaires courantes depuis 1992, les enfants qui fréquentent les crèches ne reçoivent que 76 pour cent des apports recommandés de produits à base de viande, tandis que les demi-pensionnaires en reçoivent 60 pour cent et les pensionnaires 65 pour cent. La consommation de poisson et de viande s'est révélée particulièrement basse (31, 27 et 44 pour cent des valeurs recommandées, respectivement). Pour ce qui est des matières grasses, les pourcentages sont de 27, 13 et 20 respectivement, et dans le cas des légumes, de 46, 44 et 75 pour cent seulement de la norme minimale.
16. Les externes du primaire, qui constituent la majorité des élèves, sont ceux qui présentent le plus mauvais état nutritionnel, parce qu'ils ne reçoivent pas la ration de lait et de céréales qui est fournie par le gouvernement jusqu'à l'âge de sept ans. La mission d'évaluation a observé que, puisqu'il est habituel que seul un des parents des externes travaille, ces ménages ont souvent un revenu moindre. Ces enfants souffrent d'une faim pressante en début de journée scolaire, car ils ne mangent pas assez le matin à la maison.



## Aide antérieure du PAM

17. L'opération d'urgence 6037.00—"Secours alimentaires aux victimes de la sécheresse dans les cinq provinces orientales de Cuba", qui s'est achevée en décembre 1999, a été riche d'expérience et d'enseignements. Dans le cadre de cette intervention, environ 257 000 bénéficiaires dans les cinq provinces orientales ont été aidés en 1999. Des rations alimentaires de secours ont été distribuées aux groupes vulnérables bénéficiaires par les ministères de l'éducation, de la santé publique et du commerce intérieur. Les bénéficiaires en ont été les élèves des écoles primaires et secondaires, des internats et des demi-pensions, ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes accueillies dans les établissements de santé et les membres d'autres groupes vulnérables, comme les personnes âgées et les handicapés.
18. En outre, l'industrie locale, qui a effectué la transformation des produits alimentaires fournis, a bénéficié d'une impulsion positive du fait de l'opération d'urgence, qui a permis à certaines usines de tourner à pleine capacité. Les usines locales du Ministère de l'industrie alimentaire ont la capacité technique et l'expérience nécessaires pour produire et distribuer les produits enrichis à l'échelon national.
19. Le seul projet de développement du PAM dans le pays appuie la production alimentaire en offrant des possibilités de crédit aux agriculteurs et aux membres des coopératives dans la province de Granma; il s'achèvera au début 2001.

---

## OBJECTIFS DU PROJET

### Objectif à long terme

20. L'objectif à long terme du projet est de contribuer à améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables et des écoliers des classes maternelles et primaires dans les cinq provinces les plus vulnérables de Cuba, en distribuant des compléments de micronutriments.

### Objectifs immédiats

21. Le projet poursuit les objectifs immédiats ci-après:
  - a) améliorer l'état nutritionnel et faire reculer l'incidence de l'anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes et chez des enfants âgés de moins de deux ans dans les zones ciblées en fournissant un complément alimentaire enrichi en micronutriments;
  - b) soulager la faim pressante chez les écoliers de l'enseignement pré-primaire et primaire et accroître leur capacité d'attention en fournissant des compléments alimentaires enrichis en micronutriments; et
  - c) favoriser l'éducation nutritionnelle et sanitaire et sensibiliser le public aux questions d'assainissement dans les centres de santé et les écoles en fournissant des documents de formation et en menant des programmes éducatifs.

---

## RESULTATS ATTENDUS

22. Les résultats ci-après sont attendus à l'issue du projet:



- a) Un effectif de 180 509 personnes appartenant à des groupes vulnérables auront reçu des rations alimentaires enrichies, comme suit: 52 133 femmes enceintes et mères allaitantes et autres personnes appartenant à des groupes vulnérables auront reçu un mélange de céréales enrichies et de l'huile; 128 376 enfants âgés de six mois à deux ans auront reçu un mélange de céréales enrichies en fer et en vitamines (voir tableau 4, annexe III);
- b) en moyenne 413 130 filles et garçons des écoles maternelles et primaires auront reçu une ration journalière de mélange enrichi de céréales et un biscuit enrichi en micronutriments. Au total 37 836 enfants fréquentant les crèches (deux à cinq ans) auront reçu une ration d'huile (voir tableau 4);
- c) tous les directeurs et les gestionnaires des établissements de santé et d'éducation, de même que le personnel intervenant directement dans la préparation des aliments, seront formés dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement. Des documents de formation, à savoir des affiches et des fascicules, ainsi que des émissions et des messages télévisés seront réalisés et diffusés.

## ROLE ET MODALITES DE L'AIDE ALIMENTAIRE

### Fonctions

23. Le supplément alimentaire enrichi en micronutriments qui sera fourni aux femmes enceintes et mères allaitantes réduira les risques d'anémie et contribuera à améliorer la santé des nouveaux-nés. Pour les enfants âgés de six mois à deux ans, le supplément alimentaire fera reculer l'anémie et complétera la stratégie à long terme de promotion de l'allaitement maternel au delà du quatrième mois, qui est actuellement mise en œuvre par le Ministère de la santé publique. L'enseignement nutritionnel contribuera à promouvoir les pratiques améliorées d'allaitement maternel et de sevrage. Les aliments enrichis en fer et en vitamines distribués aux enfants de six mois à deux ans contribueront à réduire l'anémie et la malnutrition et appuieront le développement équilibré des enfants.
24. Les suppléments alimentaires distribués aux écoliers de la maternelle et du primaire amélioreront leur consommation alimentaire et, par conséquent, leur état nutritionnel. Ils contribueront à une consommation équilibrée d'aliments énergétiques, protéiques et de micronutriments, et résoudront le problème de la faim pressante en permettant la consommation, tôt dans la journée, d'une collation. Les liaisons qui seront établies avec les programmes de formation nutritionnelle conduiront à une alimentation plus saine et à l'amélioration des habitudes en matière de nutrition, d'hygiène et d'assainissement, contribuant ainsi à la durabilité de la réalisation de l'objectif à long terme du projet.

### Apports alimentaires et justification des produits

25. Les enfants âgés de six mois à deux ans recevront une ration journalière de céréales enrichies en fer et en vitamines.
26. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront une ration de céréales enrichies et d'huile. Cette même ration sera distribuée aux membres des autres groupes vulnérables aidés par le projet.
27. Les écoliers en maternelle (deux à cinq ans) recevront une ration d'huile et de viande pour compléter les repas qu'ils consomment déjà dans leur établissement. Les écoliers du primaire recevront des céréales et des biscuits enrichis sous forme de collation. De l'huile





et de la viande ou du poisson en boîte seront inclus dans la ration distribuée aux élèves du primaire en internat et en demi-pension, puisqu'ils prennent le déjeuner et le dîner à l'école. Ce supplément alimentaire permettra aux enfants d'améliorer leurs capacités d'attention.

28. Pendant la troisième et la quatrième année du projet, les rations de viande et de poisson en boîte et les rations d'huile distribuées dans les établissements de santé comme dans les internats seront réduites et leur retrait progressif sera programmé. Au cours de la dernière année du projet, le PAM ne distribuera plus de céréales enrichies aux élèves du primaire externes ou demi-pensionnaires, le gouvernement devant prendre le relais sur ses propres ressources. Cela réduira les quantités de produits à fournir par le PAM.
29. Les tableaux 1 et 2 à l'annexe III donnent des précisions au sujet des volumes de produits d'aide alimentaire à fournir par le PAM, des rations à distribuer et de leur valeur nutritive. Les rations alimentaires ont été définies sur la base des besoins particuliers de chacun des groupes de bénéficiaires pour compenser les carences les plus importantes.

## STRATEGIE DU PROJET

30. Le projet sera placé sous la coordination générale du Ministère de l'investissement étranger et de la coopération économique. Ce ministère coordonnera les activités au niveau national avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de la santé publique, le Ministère de l'industrie alimentaire et le Ministère du commerce intérieur. Cette structure se retrouve aux niveaux provincial et municipal.
31. Les ministères de la santé publique et de l'éducation seront responsables de la livraison des produits alimentaires aux bénéficiaires dans les centres de santé et les écoles, tandis que le Ministère du commerce intérieur sera chargé de la distribution, par le biais de ses propres structures, des produits alimentaires aux femmes enceintes et mères allaitantes et aux enfants âgés de moins de deux ans.
32. Le Ministère de l'industrie alimentaire, par le truchement de ses usines locales, aura un rôle important d'appui, puisqu'il sera chargé de la transformation et de l'enrichissement des produits qui seront distribués aux bénéficiaires. Le PAM, sur la base des recommandations techniques de la mission d'évaluation préalable, et compte tenu de la capacité de l'industrie alimentaire cubaine et des habitudes alimentaires locales, fournira les produits de base nécessaires à la fabrication des produits alimentaires enrichis destinés aux bénéficiaires.
33. L'INHA sera chargé de la coordination de la composante éducative, qui traitera de la santé, de la nutrition, de l'hygiène et de la manutention des aliments. Il aura recours aux structures provinciales et municipales d'hygiène et d'épidémiologie du Ministère de la santé publique.
34. Cette composante éducative formera systématiquement tous les travailleurs intervenant dans la manutention des produits alimentaires, des administrateurs des établissements, des travailleurs exerçant des rôles de supervision dans les centres, ainsi que les bénéficiaires directs du projet. Les documents appropriés seront adaptés pour diffuser efficacement les messages éducatifs.
35. La Fédération des femmes cubaines, par le biais des agents sanitaires volontaires, exercera un rôle important dans tous les aspects du projet. Ces femmes travailleront étroitement avec les familles dans leurs propres communautés, en donnant la priorité aux femmes enceintes et mères allaitantes afin de suivre leur état de santé, d'améliorer les



pratiques d'allaitement maternel, et de dispenser l'éducation nutritionnelle. Ces agents sanitaires volontaires sont des mères affiliées à la Fédération, et elles reçoivent leur formation auprès des médecins de famille pour leur permettre de suivre les enfants âgés de moins de deux ans dans les crèches aussi bien que les moins de cinq ans dans les établissements informels de pré-enseignement.

### **Logistique alimentaire**

36. Le Ministère du commerce intérieur sera chargé de réceptionner les produits alimentaires au port de Santiago de Cuba, et d'assurer leur transport jusque dans les provinces de destination. En coordination avec les secteurs de l'éducation et de la santé, il sera chargé de ce qui suit: i) livraison des produits aux entrepôts des établissements de santé et d'éducation bénéficiaires; et ii) distribution des rations alimentaires par le biais de ses structures propres aux bénéficiaires qui ne sont pas hébergés dans les établissements de santé.

### **Echange de produits**

37. Le projet distribuera 2 812 tonnes de céréales enrichies aux enfants âgés de moins de deux ans et 8 067 tonnes de céréales enrichies aux femmes enceintes et mères allaitantes et aux enfants âgés de six à 12 ans. En outre 10 055 tonnes de biscuits enrichis seront distribuées aux enfants de six à 12 ans. Par ailleurs, les femmes hébergées dans les maternités et les écoliers en internat et en demi-pension recevront 573 tonnes de poisson ou de viande en boîte.
38. Les céréales et les biscuits enrichis seront produits localement. A cet effet, le PAM fournira 38 916 tonnes de farine de blé, 5 008 tonnes de riz, 2 901 tonnes d'huile végétale et 1 106 tonnes de matières grasses en échange d'autres produits alimentaires.
39. Les céréales et les biscuits enrichis seront fabriqués localement et auront un coût inférieur à celui des produits équivalents importés. Par exemple les biscuits enrichis à haute teneur énergétique que le PAM distribue dans d'autres pays ont un prix de revient franco à bord de 1 100 dollars la tonne, pour un apport énergétique de 450 kilocalories pour 100 grammes. Si l'on ajoute le coût du transport international à raison de 108,10 dollars la tonne, le biscuit importé revient environ 1 208,10 dollars la tonne. Par comparaison, les biscuits qui seront fabriqués dans les usines locales pour le projet coûteront au PAM environ 520 dollars la tonne pour un apport énergétique de 406 kilocalories par 100 grammes, y compris le coût du transport intérieur jusqu'aux capitales des cinq provinces orientales. Ces prix inférieurs sont le résultat de la décision du Gouvernement cubain de prendre en charge les coûts de transformation pour la fabrication de ces produits.

## **BENEFICIAIRES ET AVANTAGES**

40. Dans le secteur de la santé 180 509 personnes, à savoir les femmes enceintes et les mères allaitantes et leurs enfants âgés de moins de deux ans, ainsi que les membres d'autres groupes vulnérables bénéficieront directement du projet. Sur le nombre total des bénéficiaires dans ce secteur, 114 424 seront des femmes, à savoir 63,3 pour cent du total.
41. Dans le secteur de l'éducation, en moyenne 413 130 garçons et filles des écoles maternelles et primaires et 37 836 enfants fréquentant les crèches (deux à cinq ans) seront les bénéficiaires directs du projet. Les filles comptent pour environ la moitié de l'effectif. Les bénéficiaires indirects seront leurs parents et les écoles qui recevront des ustensiles de



cuisine, ainsi que le personnel des écoles qui sera formé. Dans ce secteur, le nombre des bénéficiaires diminuera progressivement, proportionnellement à la diminution d'environ deux pour cent par an du nombre des inscrits. Ce phénomène traduit la tendance actuelle de la population.

### Effets prévus du projet sur les femmes

42. Le Programme pour la mère et l'enfant est un des programmes gouvernementaux qui agira de front avec le projet, et qui veut que toutes les femmes enceintes dans les cinq provinces et les mères qui allaitent leurs enfants jusqu'à six mois reçoivent une aide. Les rations alimentaires de complément du PAM viendront accroître la consommation alimentaire journalière, qui est d'une grande importance dans cette période critique de la vie des mères et des enfants, qui sont plus exposés que d'autres aux risques de malnutrition et d'anémie.
43. Dans la plupart des établissements de santé et d'éducation, le personnel qui manipule, prépare et sert la nourriture est en majorité féminin. Ces femmes tireront bénéfice des améliorations de leurs conditions de travail grâce à la construction des fourneaux efficaces et à la fourniture d'ustensiles de cuisine et de produits de nettoyage qui leur permettront de s'acquitter de leurs tâches beaucoup plus efficacement et plus facilement. Ces femmes bénéficieront pour la plupart des programmes de formation à l'utilisation et la manutention hygiénique des produits alimentaires et des aliments qui sera offerte par des spécialistes du Centre national pour la promotion de la santé et l'éducation sanitaire.
44. Sur un total d'environ 250 personnes qui participeront à la fabrication des produits et des biscuits dans les usines locales, 120 sont des femmes. En 1999, lorsque l'opération d'urgence 6037.00 a été mise en oeuvre, ces usines fonctionnaient à environ 40 pour cent de leur capacité, en raison de la pénurie de matières premières. Avec l'accroissement de la production qui résultera du projet, ces usines fonctionneront à pleine capacité. Cela bénéficiera aux femmes qui se verront ainsi garantir de travailler des journées pleines pendant les quatre années du projet, et toucheront donc un plein salaire.
45. Le fait que le projet prévoit une collation pour les écoliers du primaire aidera à améliorer la santé des jeunes filles et à réduire le risque qu'elles ne soient atteintes d'anémie quand elles atteignent la puberté.

---

### APPUI DU PROJET

46. Le gouvernement, tant dans le secteur de la santé que dans celui de l'éducation, dispose de bonnes capacités opérationnelles, avec un effectif suffisant de personnels capables pour mener à bien les activités prévues par le projet dans les écoles et les centres de santé. En outre, il dispose de personnels suffisants dans le domaine des services et possède les infrastructures et les entrepôts qui permettront d'assurer dans de bonnes conditions l'entreposage, la manutention et la transformation des produits alimentaires que fournira le PAM. En revanche, il faudra améliorer ou rénover les cuisines, les fourneaux et les batteries de cuisine. Certains articles non alimentaires nécessaires sont prévus au budget, ainsi que des ressources pour la formation et des fonds pour le mélange de céréales et les biscuits enrichis qui seront produits localement.
47. La composante éducative portera sur la formation dans les domaines de la santé, des habitudes alimentaires, de la nutrition, et de la bonne manutention des aliments pour assurer l'utilisation optimale des produits et la consommation adéquate de la ration, en quantité et qualité. Des stages de formation aux techniques participatives à l'intention des



inspecteurs d'hygiène leur permettront de mieux connaître les bonnes pratiques de production et les points critiques et les risques dans la chaîne de fabrication des produits alimentaires. Des fonds ont aussi été prévus pour les documents de formation. La promotion ou l'amélioration des jardins potagers dans les écoles et les établissements de santé, et l'introduction des petits animaux pouvant contribuer à l'amélioration de la consommation alimentaire sont également nécessaires. A cet effet la FAO et l'UNICEF, ainsi que des donateurs comme le Japon, l'Espagne, et les ONG ont été sollicités par le PAM et ont manifesté leur intérêt pour une collaboration avec le projet.

48. L'Agence canadienne de développement international a été sollicitée par la mission d'évaluation préalable pour examiner la possibilité de collaborer à la fourniture des vitamines et des sels minéraux nécessaires à l'enrichissement des céréales et des biscuits, ainsi que pour renforcer le système de suivi et d'évaluation du projet et la formation dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'hygiène alimentaire. La collaboration canadienne a été très positive dans des projets analogues.
49. Afin de mettre en œuvre les composantes de suivi et d'évaluation du projet, des observateurs de l'aide alimentaire interviendront en qualité de personnel d'appui; ils collaboreront étroitement avec les ministères de la santé publique, de l'éducation et de l'industrie alimentaire.
50. Le Gouvernement cubain apportera une contribution de 35 005 632 pesos cubains en tant que contrepartie pour réceptionner, entreposer et distribuer les produits alimentaires aux bénéficiaires, et pour produire des aliments enrichis nécessaires au projet.

### Suivi et évaluation

51. Le système de suivi et d'évaluation devrait permettre au gouvernement et au PAM de rassembler des informations fiables et opportunes sur les ressources alimentaires fournies et sur l'obtention des résultats escomptés. Le PAM nommera les personnels de la classe des administrateurs qui seront chargés d'aider le gouvernement à s'acquitter de cette tâche dans chaque province. Ces observateurs du PAM apporteront leur appui dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du commerce intérieur et de l'industrie alimentaire.
52. Le gouvernement assurera la collecte de données aux niveaux des municipalités, des provinces, et à l'échelon central. Vu que les secteurs de la santé, de l'éducation, du commerce intérieur et de l'industrie alimentaire ont déjà mis en place des procédures concernant la manutention et la maîtrise des ressources alimentaires assurant un niveau satisfaisant de précision et de fiabilité, ces mêmes procédures et instruments seront utilisés. Les principaux documents qu'utilisera le projet seront les suivants:
  - Fiches de contrôle ou registres dans tous les entrepôts pour suivre les mouvements de produits, enregistrer les informations relatives aux entrées et sorties de produits alimentaires et permettre de suivre avec précision les stocks physiques et de disposer en permanence de bilans à jour.
  - Rapports mensuels sur l'effectif des bénéficiaires ayant reçu une aide, les quantités de produits du PAM consommées, les soldes et l'état des produits dans les entrepôts.
  - Rapports semestriels sur la situation des articles non alimentaires distribués aux établissements d'éducation, aux établissements de santé et aux industries locales.
  - Rapports trimestriels sur l'avancement en direction des objectifs prévus en début de projet pour ce qui est des établissements de santé et d'éducation.
53. Des rapports sur les bénéficiaires et sur les mouvements et l'état des produits alimentaires et des articles non alimentaires seront établis mensuellement par les services



de mise en oeuvre des ministères chargés de la santé, de l'éducation, du commerce intérieur et de l'industrie alimentaire, et seront transmis à l'échelon provincial compétent dans les cinq premiers jours du mois suivant la période visée. Ces rapports seront compilés à l'échelon provincial et transmis à l'échelon national correspondant dans les 15 premiers jours du mois. Au niveau central, les bureaux des secteurs de la santé, de l'éducation, du commerce intérieur et de l'industrie alimentaire seront chargés de fusionner les informations provenant des cinq provinces et de rendre compte au PAM par le truchement du Ministère de l'investissement étranger et de la coopération économique. Ces informations serviront de base pour rendre compte des activités au PAM et aux donateurs.

54. L'INHA aura pour attributions d'exercer les fonctions de suivi et d'évaluation du projet en utilisant des données provenant des sources suivantes: a) Système de surveillance alimentaire et nutritionnelle, qui donne des informations semestrielles sur les activités d'alimentation dans les écoles, les crèches et les internats et demi-pensions sur la base de mesures et d'observations; b) statistiques des services hospitaliers disponibles auprès du Ministère de la santé publique; données fournies par le Système de surveillance alimentaire et nutritionnelle dans les établissements de santé; c) données fournies par les correspondants du programme dans le cadre d'entretiens; d) données fournies par le système de surveillance nutritionnelle maternelle et infantile qui s'exerce aux points de distribution; e) enquêtes nutritionnelles conçues pour mesurer la consommation et l'impact; et f) enquêtes menées auprès des établissements sanitaires, des inspecteurs, des manutentionnaires, des dirigeants des activités alimentaires et des consommateurs.
55. Vu que les externes du primaire recevront une collation quotidienne, l'INHA concevra et établira des rapports appropriés, y compris des mesures anthropométriques faites dans des populations témoins pour déterminer l'évolution de l'état nutritionnel des enfants.
56. Les indicateurs, par secteur et par ministère responsable de l'exécution du projet, seront les suivants:

### **Education**

#### **57. Indicateurs de résultats:**

- Nombre d'écoles et de crèches ayant reçu une aide, effectifs et sexe des élèves.
- Nombre de rations distribuées, par produit.
- Nombre d'écoles et de crèches ayant reçu des ustensiles de cuisine et des couverts.
- Nombre d'écoles et de crèches ayant construit des fourneaux améliorés.
- Pourcentage des écoles et des crèches ayant reçu une formation sanitaire et nutritionnelle systématique.
- Pourcentage des écoles et des crèches utilisant de façon adéquate des outils pédagogiques pour la formation dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la manutention des produits alimentaires.
- Pourcentage des personnes qualifiées responsables de la préparation et de la manipulation des produits alimentaires.
- Pourcentage des bénéficiaires, des mères et des pères de bénéficiaires formés à la manipulation des produits alimentaires dans de bonnes conditions d'hygiène.

#### **58. Indicateurs d'impact:**

- Pourcentage des normes alimentaires satisfaites par la ration complète reçue.



- Pourcentage des normes alimentaires satisfaites par la ration complémentaire distribuée par le PAM.
- Pourcentage de garçons et de filles aidés par le projet ayant une consommation correspondant à moins de 70 pour cent de l'apport recommandé de protéines et de matières grasses.
- Pourcentage d'écoles primaires et de crèches appliquant les pratiques hygiéniques dans la préparation des produits alimentaires.

## Santé

### 59. *Indicateurs de résultats:*

- Nombre de maternités ayant reçu une aide, effectif et sexe des personnes aidées.
- Nombre de rations distribuées, par produit.
- Nombre de maternités ayant reçu des ustensiles de cuisine et des couverts.
- Nombre de maternités qui ont construit des fourneaux améliorés.
- Pourcentage des maternités dont le personnel a été efficacement formé aux principes de la santé et de la nutrition.
- Pourcentage des maternités qui disposent de matériel éducatif pour les formations à la santé, à la nutrition et à la manipulation des produits alimentaires et l'emploi à bon escient.
- Pourcentage des personnes chargées de la préparation et de la manutention des produits alimentaires qui ont reçu une formation.
- Pourcentage des bénéficiaires ayant reçu une formation aux pratiques hygiéniques de manutention des produits alimentaires.

### 60. *Indicateurs d'impact:*

- Pourcentage des normes alimentaires satisfaites par la ration complète que reçoivent les bénéficiaires.
- Pourcentage des normes alimentaires satisfaites par la ration complémentaire distribuée par le PAM.
- Pourcentage des femmes enceintes en institution dont le régime alimentaire fournit au moins 70 pour cent de l'apport recommandé de protéines et de matières grasses.
- Pourcentage des maternités où les bonnes pratiques d'hygiène sont respectées dans la préparation des aliments.
- Caractéristiques pondérales (poids/taille) des bénéficiaires au début, au milieu et à la fin du projet.
- Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance et gain de poids des femmes enceintes, mesurés aux points de contrôle.
- Pourcentage des femmes enceintes et des mères ayant allaité jusqu'à six mois présentant une anémie.
- Pourcentage des enfants âgés de moins de deux ans anémiés.

### 61. *Ministère du commerce intérieur:*

- Nombre de femmes enceintes, de mères ayant allaité jusqu'à six mois et d'enfants âgés de moins de deux ans aidés par le projet.





- Nombre de rations distribuées.

## FAISABILITE ET DURABILITE DU PROJET

62. Le projet est techniquement faisable et il s'intègre dans les politiques nationales de santé, de nutrition et d'éducation. Grâce à des améliorations de l'état sanitaire et nutritionnel, et principalement grâce au recul de l'anémie chez les enfants et les femmes enceintes et les mères allaitantes, le projet contribuera à l'amélioration de la qualité de vie des femmes et des enfants. Il contribuera également à l'amélioration des habitudes alimentaires et de la production alimentaire et à la diversification du régime alimentaire. Une analyse détaillée de la faisabilité figure dans les rapports techniques établis par les experts qui ont pris part à la mission d'évaluation préalable.
63. Plusieurs rations alimentaires différentes ont été définies par la mission d'évaluation avec le concours des autorités cubaines compétentes en matière de nutrition. Les rations qui visent à corriger des carences nutritionnelles spécifiques ont été retenues, en tenant aussi compte des avantages que présentent les rations enrichies pour l'atténuation de la faim pressante chez les enfants.
64. Le projet est conçu comme un ensemble visant à appuyer l'éducation des enfants et à promouvoir une évolution positive de leurs habitudes alimentaires, ainsi que chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, grâce à la distribution de compléments alimentaires. La formation à la nutrition, aux pratiques d'hygiène et aux principes de santé, appuyée par une documentation et par des articles non alimentaires, ainsi que le soutien apporté à l'industrie alimentaire locale, contribueront à la durabilité des effets du projet.

## RISQUES

65. Le risque principal tient à l'éventualité de la livraison tardive ou de la non livraison des produits alimentaires du PAM, ainsi qu'au manque de soutien financier du gouvernement, qui affecteraient directement la réalisation des objectifs visés.
66. Un autre aspect critique réside dans la capacité de l'industrie locale de produire les biscuits et les céréales enrichies dans les délais et dans les quantités nécessaires. Toutefois, lors de la formulation du projet, on s'est assuré que cette capacité était proportionnée au niveau de la demande.
67. L'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV) et de l'insécurité alimentaire ont porté à conclure que les sécheresses récurrentes, les inondations et les cyclones ont gravement affecté les cinq provinces orientales. Sur 54 municipalités, 29 se trouvent dans la catégorie de risque très élevé à élevé pour ce qui est de la sécheresse, alors que 33 sont fortement à très fortement exposées aux inondations et aux cyclones. Il existe par conséquent une probabilité élevée des pertes récurrentes de produits alimentaires du fait de telles catastrophes et d'un impact direct sur les disponibilités alimentaires des ménages.

## FACTEURS DISSUASIFS, PERTURBATION DES MARCHES ET DEPENDANCE

68. L'approvisionnement annuel en produits dans le cadre du projet s'élèvera en moyenne à 12 126 tonnes de produits alimentaires (farine de blé: 9 729 tonnes, riz: 1 252 tonnes, huile végétale: 725 tonnes, viande ou poisson en boîte: 144 tonnes et matières grasses:



276 tonnes). La farine de blé sera échangée contre des produits alimentaires locaux tels que farine de soja, lait écrémé en poudre et autres pour la production des céréales et des biscuits. L'approvisionnement annuel en produits alimentaires du PAM représente une fraction négligeable des importations et de la production annuelles moyennes d'huile végétale et de riz.

69. On escompte que les quantités de produits alimentaires fournis par le PAM renforcent la consommation des bénéficiaires. Vu les quantités plutôt modestes importées par le projet, aucun effet adverse sur la production locale et le commerce n'est à prévoir.

---

## COORDINATION ET CONSULTATION

70. Le gouvernement a présenté la proposition de projet au PAM. Celle-ci a été évaluée par une mission menée par le PAM avec la participation d'experts dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition et de la technologie alimentaire de l'UNESCO, de l'OMS et de la FAO. La mission s'est rendue dans les provinces orientales visées, et des rencontres ont eu lieu avec les autorités chargées de la santé, de l'éducation et de l'industrie alimentaire, ainsi qu'avec des parents, des enseignants, et de futurs bénéficiaires du projet.
71. Les conclusions et les recommandations de la mission ont été discutées à La Havane avec des représentants du PNUD, de l'UNESCO, de la FAO, de l'OMS/OPS, de l'UNICEF et du FNUAP, qui ont manifesté leur intérêt en envisageant d'apporter un soutien à plusieurs activités du projet, en particulier celles qui ont trait à l'éducation à l'allaitement maternel, à la nutrition, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi qu'à la création et à l'amélioration de jardins potagers et fruitiers. Le projet sera mis en œuvre sur la base d'une action conjointe dans les zones ciblées.

---

## RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

72. Le projet est recommandé à l'approbation du Conseil d'administration, dans les limites du budget qui figure aux annexes I et II.





## ANNEXE I

## VENTILATION DES COÛTS UD PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Huile végétale	2 901	735	2 138
– Viande ou poisson en boîte	573	2000	1 146
– Farine de blé	38 916	220	8 561
– Riz	5 008	270	1 352
– Matières grasses	1 106	790	873,7
<b>Total, produits</b>	<b>48 504</b>	<b>290</b>	<b>14 010</b>
Transport extérieur		108,1	5 200
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>		<b>11,7</b>	<b>567 400</b>
<b>Total partiel, coûts opérationnels directs</b>			<b>19 800</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour plus de détails)</b>			
<b>Total partiel, coûts directs</b>			<b>1 100</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)</b>			
<b>Total partiel, coûts d'appui indirects</b>			<b>1 600</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>22 600</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



## ANNEXE II

<b>APPUI DIRECT NÉCESSAIRE (dollars)</b>
--

<b>Personnel</b>	
Volontaires des Nations Unies	240 000
Consultants internationaux et SSA	96 000
Personnel local et temporaire	40 100
<b>Total partiel</b>	<b>376 100</b>
<b>Services d'appui technique et formation</b>	
Elaboration du projet	70 000
Suivi et évaluation du projet	100 000
Formation	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>190 000</b>
<b>Voyages et indemnités journalières de subsistance</b>	
Voyages forfaitaires	15 000
Déplacements intérieurs	100 000
<b>Total partiel</b>	<b>115 000</b>
<b>Dépenses de bureau</b>	
Location des locaux	10 000
Services collectifs	10 000
Communications	100 000
Fournitures de bureau	60 000
Réparation et entretien du matériel	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>190 000</b>
<b>Véhicules</b>	
Carburant et entretien des véhicules	120 000
<b>Total partiel</b>	<b>120 000</b>
<b>Matériel</b>	
Véhicules	66 000
Matériel de communication	12 000
Matériel informatique	12 000
Mobilier et matériel	12 000
<b>Total partiel</b>	<b>102 000</b>
<b>Autre</b>	
Plaidoyer	30 000
Sécurité	10 000
(autres): ACV	30 000
<b>Total partiel</b>	<b>70 000</b>
<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>1 163 100</b>



## ANNEXE III

TABLEAU 1. BÉNÉFICIAIRES ET RATIONS, PAR ANNÉE

Bénéficiaires	Ration	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
<b>Femmes enceintes et mères allaitantes</b>	Céréales enrichies (25 grammes)	X	X	X	X
	Huile (20 grammes)	X	X	X	X
<b>Enfants &lt; 2 ans</b>	Céréales enrichies en fer (15 grammes)	X	X	X	X
<b>Etablissements de santé (maternités)</b>	Viande ou poisson en boîte (10 grammes)	X	X	–	–
	Huile (20 grammes)	X	X	X	–
<b>Elèves internes du primaire</b>	Céréales enrichies (25 grammes)	X	X	X	X
	Biscuits enrichis (30 grammes)	X	X	X	X
	Viande ou poisson en boîte (20 grammes)	X	X	–	–
	Huile (20 grammes)	X	X	X	X
<b>Elèves demi-pensionnaires du primaire</b>	Céréales enrichies (25 grammes)	X	X	X	–
	Biscuits enrichis (30 grammes)	X	X	X	X
	Viande ou poisson en boîte (15 grammes)	X	X	–	–
	Huile (10 grammes)	X	X	X	–
<b>Elèves externes du primaire</b>	Céréales enrichies (25 grammes)	X	X	X	–
	Biscuits enrichis (20 grammes)	X	X	X	X
<b>Crèches</b>	Huile (10 grammes)	X	X	X	–





**TABLEAU 2. RATIONS À DISTRIBUER ET VALEURS NUTRITIONNELLES CORRESPONDANTES**

Produits alimentaires	Prix FOB (Kg)	Contribution nutritionnelle/100g			Santé														
		Energie (Kcal)	Pro-téines (g)	Lipi-des (g)	Femmes enceintes et mères allaitantes					Enfants < 2 ans				Maternités et autres					
					Ration type	Energie (kcal)	Pro-téines (g)	Lipi-des (g)	Coût de la ration	Ration type	Energie (kcal)	Pro-téines (g)	Lipi-des (g)	Coût de la ration	Ration type	Energie (kcal)	Pro-téines (g)	Lipi-des (g)	Coût de la ration
Céréales, enfants < 2 ans	0,48									15	54	0,7	0,01	0,0072					
Céréales, femmes enceintes	0,7809	422	7,7	9,3	25	105,5	1,9125	2,318	0,0195										
Huile végétale	0,735	885	0	100	20	177	0	20	0,015						20	177	0	20	0,0147
Viande ou poisson	2,00	220	21,0	15,0											10	22	2,1	1,5	0,0200
<b>Total</b>					<b>45</b>	<b>283</b>	<b>1,9</b>	<b>22,3</b>	<b>0,0342</b>	<b>15</b>	<b>54</b>	<b>0,7</b>	<b>0,01</b>	<b>0,0072</b>	<b>20</b>	<b>199</b>	<b>2,1</b>	<b>21,5</b>	<b>0,0347</b>
Valeur nutritive de la ration/besoins nutritionnels (%)						<b>14,1</b>	<b>4,8</b>	<b>55,8</b>			<b>3,4</b>	<b>2,2</b>	<b>0,0</b>			<b>12,4</b>	<b>6,6</b>	<b>67,2</b>	

Besoins journaliers minimum par type de bénéficiaires

	Energie (kcal)	Protéines (g)	Lipides (g)
Elèves pensionnaires et demi-pensionnaires	2 000	40	40
Crèches	1 600	32	32
Femmes enceintes et mères allaitantes	2 000	40	40
Enfant de moins de 2 ans	1 600	40	40
Personnes âgées et handicapés	1 600	32	32



TABLEAU 3

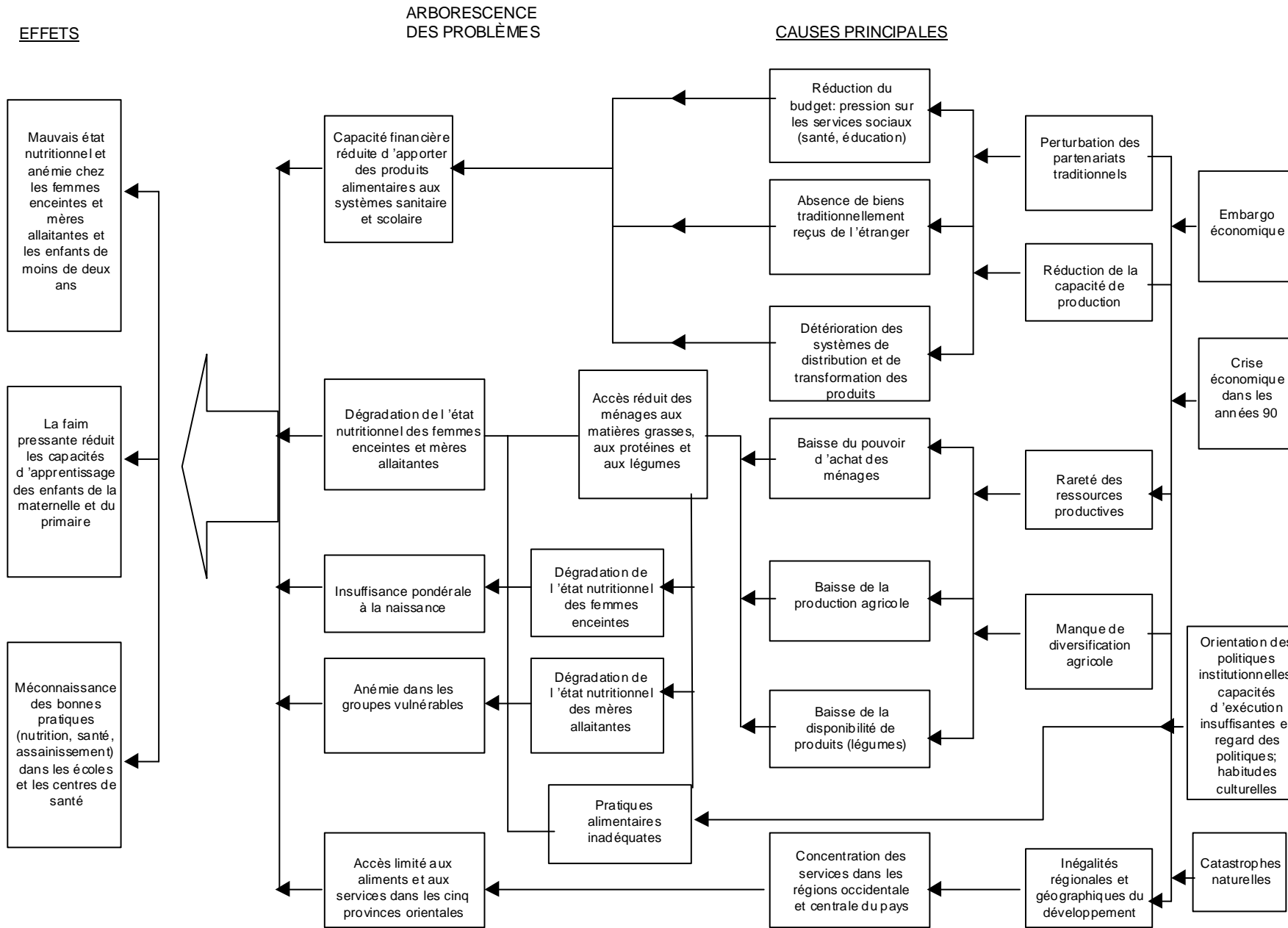




TABLEAU 4. CADRE LOGIQUE

	ELEMENTS DE PROJET	HYPOTHESES/RISQUES/PRINCIPALES QUESTIONS A RESOUDRE
<b>Objectif à long terme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des groupes vulnérables et des élèves de maternelle et du primaire dans les cinq provinces les plus vulnérables de Cuba.</li> </ul>	
<b>Objectif immédiat 1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel et au recul de l'anémie chez les femmes enceintes ou allaitantes et chez les enfants âgés de moins de deux ans dans les zones ciblées.</li> </ul>	Pas d'hypothèse, de risques ou de question particulière à mentionner.
<b>Résultats 1</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant la durée du projet, 180 509 personnes recevront des rations enrichies, comme suit: 52 133 femmes enceintes et mères allaitantes et autres membres de groupes vulnérables recevront un mélange de céréales enrichi et de l'huile; 128 376 enfants âgés de six mois à deux ans recevront un mélange de céréales enrichi en fer et en vitamines.</li> </ul>	Pas d'hypothèse, de risques ou de question particulière à mentionner.
<b>Activités 1</b>	<p>Le projet distribuera des rations à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes les femmes enceintes et mères allaitantes des zones ciblées ainsi qu'aux membres des autres groupes vulnérables qui recevront un mélange de céréales enrichi et de l'huile pendant les six derniers mois de la grossesse et les six premiers mois après la naissance.</li> <li>Tous les enfants âgés de six mois à deux ans recevront une ration de mélange de céréales enrichi (18 mois).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de distribution adéquate</li> <li>Système de programmation adéquat</li> <li>Distribution adéquate des rations</li> </ul>
<b>Apports 1</b>	<p>Enfant jusqu'à deux ans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 812 tonnes de céréales enrichies</li> </ul> <p>Femmes enceintes et mères allaitantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 684 tonnes de céréales enrichies</li> <li>1 348 tonnes d'huile</li> </ul> <p>Autres groupes vulnérables:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>129 tonnes d'huile</li> <li>44 tonnes de viande en boîte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Livraison opportune des produits alimentaires</li> <li>Production locale adéquate (délais, quantité) de céréales et de biscuits</li> <li>Approvisionnement opportun en micronutriments</li> </ul>





	ELEMENTS DE PROJET	HYPOTHESES/RISQUES/PRINCIPALES QUESTIONS A RESOUDRE
Objectif immédiat 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à atténuer la faim pressante et accroître la capacité d'apprentissage des élèves de maternelle et du primaire.</li> </ul>	Pas d'hypothèse, de risques ou de question particulière à mentionner.
Résultats 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>En moyenne 413 130 filles et garçons de maternelle et du primaire recevront une ration journalière de mélange de céréales enrichi et un biscuit enrichi en micronutriments.</li> <li>En moyenne 37 836 enfants fréquentant les crèches (deux à cinq ans) recevront une ration d'huile.</li> </ul>	Pas d'hypothèse, de risques ou de question particulière à mentionner.
Activités 2	<p>Le projet distribuera des rations aux groupes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Garçons et filles du primaire, qui recevront un mélange de céréales enrichi et un biscuit enrichi en micronutriments pendant 210 jours par an.</li> <li>Garçons et filles en demi-pension ou en internat, qui recevront une ration de mélange de céréales enrichi, des biscuits enrichis en micronutriments, de l'huile et du poisson ou de la viande en boîte pendant 210 jours par an.</li> <li>Enfants fréquentant les crèches, qui recevront une ration d'huile pendant 210 jours par an.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de distribution adéquate</li> <li>Système de programmation adéquat</li> <li>Distribution adéquate des rations</li> </ul>
Apports 2	<p>Internes et demi-pensionnaires du primaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 311 tonnes de céréales</li> <li>2 011 tonnes de biscuits</li> <li>589 tonnes d'huile</li> <li>530 tonnes de poisson ou de viande en boîte</li> </ul> <p>Externes du primaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>5 073 tonnes de céréales</li> <li>8 043 tonnes de biscuits</li> </ul> <p>Crèches:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>229 tonnes de biscuits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Livraison opportune des produits alimentaires</li> <li>Production locale adéquate (délais, quantité) de céréales et de biscuits</li> <li>Approvisionnement opportun en micronutriments</li> </ul>



	<b>ELEMENTS DE PROJET</b>	<b>HYPOTHESES/RISQUES/PRINCIPALES QUESTIONS A RESOUDRE</b>
<b>Objectif immédiat 3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribuer à promouvoir l'éducation dans le domaine de la nutrition, de la santé et de l'assainissement dans les centres de santé et les écoles.</li> </ul>	Pas d'hypothèse, de risques ou de question particulière à mentionner.
<b>Résultats 3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous les directeurs et administrateurs des établissements de santé et d'éducation, ainsi que le personnel intervenant directement dans la préparation des aliments seront formés dans les domaines de la bonne alimentation, de la santé, de la nutrition, de l'hygiène, et de l'assainissement. Des documents de formation, y compris affiches et fascicules, seront produits, ainsi que des programmes et des messages télévisés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activité suffisante</li> <li>Bonne capacité d'apprentissage des participants</li> <li>Application correcte des techniques apprises</li> </ul>
<b>Activités 3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer une stratégie d'information, d'éducation et de communication sur la nutrition, les bonnes pratiques alimentaires, l'hygiène et l'assainissement</li> <li>Promouvoir l'allaitement maternel au-delà de quatre mois après la naissance</li> <li>Production et utilisation d'un guide d'éducation sanitaire</li> <li>Production et utilisation de documents éducatifs</li> <li>Séances de formation à l'intention des bénéficiaires sur les questions ci-dessus</li> <li>Séances de formation à l'intention des personnes chargées de la manutention des éléments sur les questions ci-dessus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité suffisante de formateurs compétents</li> <li>Appui suffisant pour la production de guides et de documents</li> <li>Production suffisante de guides et de documents</li> <li>Contrôle de la qualité des méthodes</li> </ul>
<b>Apports 3</b>	<p>Autres coûts opérationnels directs:</p> <p>Articles non alimentaires: 144 500 dollars</p> <p>Documents de formation: 120 000 dollars</p> <p>Coûts transformation (conditionnement): 302 982 dollars</p> <p>Total: 567 482 dollars</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Livraisons en temps voulu des articles non alimentaires</li> </ul>



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
INHA	Institut de la nutrition et de l'hygiène alimentaire
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

